



RÉPONSE D'AMORCE À LA CONSULTATION SUR **« Concertation CEE P4 – Prolongation »**

28 Octobre 2016

CONTACT : Thomas DUFFES – tduffes@amorce.sso.fr – 04 72 74 09 77

Rassemblant plus de 840 adhérents pour 60 millions d'habitants représentés, AMORCE constitue le premier réseau français d'échanges, de partage d'expériences et d'accompagnement des collectivités (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux) et autres acteurs locaux (entreprises, associations, fédérations professionnelles) en matière de politiques Énergie-Climat des territoires (maîtrise de l'énergie, lutte contre la précarité énergétique, production d'énergie décentralisée, distribution d'énergie, planification) et de gestion territoriale des déchets (planification, prévention, collecte, valorisation, traitement des déchets).

AMORCE représente 559 collectivités dont une grande partie est impliquée dans le dispositif CEE. AMORCE et l'ATEE co-anime le GT CEE et collectivités, en partenariat avec l'ADEME.

Cette consultation porte l'atelier « Prolongation - Gisement » dans le cadre la Concertation CEE P4.

Propositions d'AMORCE

Les collectivités adhérentes à AMORCE ne sont pas soumises à une obligation de faire réaliser des économies d'énergies. Ainsi, il apparaît que même si les avis des adhérents d'AMORCE peuvent être différents quant à la préférence entre les 2 options (prolongation de la 3^{ème} période jusqu'en 2018 ou démarrage de la 4^{ème} période en 2018), ce n'est pas un point crucial pour AMORCE.

Ce qui est indispensable, c'est de redynamiser un dispositif en perte de vitesse suite à un effondrement de la demande et des prix de marché. En effet, de nombreuses collectivités songent sérieusement à quitter le dispositif, faute d'un signal prix suffisamment incitatif. Ainsi, bien plus que le choix des dates du dispositif, c'est le niveau d'obligation qui va être le marqueur de la réussite de la concertation. Pour AMORCE, la trajectoire des CEE doit permettre d'atteindre la trajectoire de baisse des consommations fixée dans la loi TECV.

L'accélération du niveau d'obligation proposé par la DGEC (dans le cas de la prolongation P3) répond à la demande d'AMORCE d'une augmentation immédiate et significative du niveau d'obligation pour la 3^{ème} période en cours.

La fourchette basse du niveau d'obligation proposé par la DGEC le 17 octobre (1200 TWh_{cumac} CEE classique sur 2015-2018 et 250 TWh_{cumac} CEE Précarité sur 2016-2018) doit être considérée comme un niveau minimum non négociable.